

# Correspondances Paysannes

AVRIL 2025

BULLETIN N°1




**RÉCITS D' ACTIONS**

**LA BOURSE OU LA VIE! — 5**

**DES POISSONS, PAS DES POISONS!**

*Retour sur la manif paysanne et écolo du 25 février 2025 à Redon — 6*

**DES BRETONS S'ENFLAMMENT! — 8**

**ACTION AU CFIA RENNES**

*Pour la fin de l'agrobusiness, pour la défense de la paysannerie! — 9*

**UN MESSAGE D'AMOUR EN ACTES**

*Récit de l'action Code Rouge en Belgique — 10*


**ANALYSES**

**C'EST À LA FIN DE LA FOIRE QU'ON COMPTE LES BOUSES**

*Analyse des résultats des élections professionnelles agricoles — 12*

**LETTRE D'UN PAYSAN ABSTENTIONNISTE — 16**

**DÉSORIENTATION AGRICOLE**

*Contrôler la colère, la loi du retour à la normale — 17*


**INTERNATIONAL**

**NOUS CULTIVONS LA TERRE ET LA TERRE NOUS CULTIVE**

*Voyage chez le Mouvement Sans Terre au Brésil — 19*

**ΓΕΩΠΙΚΟ ΚΙΝΗΜΑ**

*Le mouvement agricole vu depuis la Grèce — 22*


**TÉMOIGNAGES**

**« UNE HONTE! »** *Paroles d'agriculteurs en galère — 24*

**« REGARDE SES CHAMPS, Y'A QUE DE L'HERBE DEDANS! »**

*Récit d'une conversion — 25*


**SOUVENIRS**

**GUERRE AUX CUMULARDS**

**PENDANT LES ANNÉES ROCK'N'ROLL**

*Ameteau, on vient te chercher chez toi! — 27*

# CORRESPONDANCES PAYSANNES

à travers un bulletin d'information indépendant des syndicats comme des partis politiques, propose de bâtir un réseau pour donner de l'écho à la parole de paysans et de paysannes par des récits d'actions des analyses et des témoignages afin de contrer l'offensive culturelle de l'extrême droite et renouer avec la tradition contestataire des radicalités et des autonomies paysannes.

Correspondances Paysannes est animé par des paysans et des paysannes, des jeunes qui projettent de s'installer et des personnes intimement reliées au monde agricole par leurs attaches personnelles et/ou professionnelles. Toutes ont pour point commun d'être fortement investies dans les luttes paysannes sur le terrain.

Correspondances Paysannes est une initiative issue de la coordination agricole des Soulèvements de la Terre. Cette coordination agrège la composante paysanne du mouvement autour d'actions directes contre l'accaparement, en défense de la terre et de la classe paysanne.

Vous pouvez nous envoyer vos propositions de contributions et vos réactions à [correspondances-paysannes@systemli.org](mailto:correspondances-paysannes@systemli.org). Vos témoignages sont précieux pour enrichir la dynamique et alimenter le bulletin. Nous pouvons vous accompagner dans l'écriture si besoin. Vous pouvez également nous écrire pour contribuer à sa diffusion gratuite dans les réseaux paysans et au-delà.



## CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

Nous sommes ravi-e-s de vous présenter ce deuxième numéro de Correspondances Paysannes, signe que cette aventure commencée il y a quelques mois a trouvé suffisamment d'écho pour nous inciter à la continuer.

Ce numéro est placé sous le signe du voyage.

Voyage dans l'espace, à la rencontre d'hommes et de femmes du Mouvement des Sans-Terre au Brésil et de Thomas, agriculteur et porte-voix du récent soulèvement agricole en Grèce. Avec un petit détour par la Belgique et son désormais célèbre Code Rouge.

Voyage dans le temps, presque 60 ans en arrière, avec le premier épisode - alléchant - d'un récit de lutte contre un baron local, disons... « envahissant » !

Voyage encore, à travers la diversité des modes de luttes du monde paysan, de l'action syndicale « classique » - mais violemment réprimée - à des actions plus offensives et discrètes, en passant par une mobilisation de masse réunissant paysan-ne-s, citoyen-n-es et militant-e-s écologistes.

Si nous avons bien conscience que les problématiques qui traversent notre agriculture ne sont ni nouvelles ni spécifiques à la France, ces témoignages « en d'autres temps, en d'autres lieux » leur donnent un éclairage particulier, une lumière et des couleurs différentes.

Vous y retrouverez aussi notre rubrique « Analyses », avec deux articles passionnants sur les résultats des récentes élections ainsi que sur la LOA et ses dispositions hors-sol, coups de poignard supplémentaires contre les « petits » agriculteurs et la paysannerie.

Dans presque tous ces textes, vous décèlerez de la colère. Et parfois du désespoir. Mais aussi, selon vos sensibilités, de l'humour, de la résistance, de la poésie. Et peut-être aussi l'intuition (ou la confirmation) de la puissance du Collectif, dans lequel se puisent la force, la détermination et l'espoir.

Bonnes lectures

## LA BOURSE OU LA VIE !

*Le ministre de l'Intérieur avait prévenu : pas de paysan.ne.s dans Paris! En d'autres termes : « foutez le bordel dans vos campagnes, mais pas question de salir les beaux quartiers avec vos bottes ». Il fallait relever le défi, la Confédération Paysanne l'a fait, mais la répression était au rendez-vous...*

Jeudi 5 décembre, 6h du matin. Nous partons à quatre d'Indre-et-Loire pour rejoindre plusieurs dizaines de paysan.ne.s de la Confédération Paysanne en plein Paris. L'objectif : arriver au Grand Palais pendant la « 64<sup>e</sup> bourse européenne des grains ». Un événement à plus d'un million d'euros réunissant, entre stands et petits fours, les grands acteurs hors-sol de la spéculation sur les céréales. Invivo, Syngenta, Avril, ils sont tous là, servis sur un plateau. Leur métier ? Faire du blé, bien sûr, mais sans monter dans un tracteur.

Après 3h de route, nous sommes réuni-e-s Porte de Bagnolet pour un brief avant de rejoindre, en synchronisation, les autres groupes à la sortie du métro. Nous nous regroupons sur le parvis du Grand Palais dans une ambiance bon enfant et festive, pour dénoncer la dérégulation des marchés et la spéculation sans limites / vol de notre travail. Au même moment s'ouvre en Uruguay le sommet du Mercosur... pas de quoi perturber plus que ça nos boursicoteurs. Non, ce qui les dérange, ce sont les quelques camarades qui s'invitent bruyamment à l'intérieur, renversent quelques tabourets et posent des autocollants, mais sont vite sorti-e-s par la sécurité.

À l'extérieur, une banderole de 5x12 m « Sauvez les paysan.ne.s, mangez un trader » est déployée et une prise de parole vient expliquer notre action et nos revendications sous les yeux ébahis des traders. Les forces de l'ordre mettent alors en place une nasse ! Participant-es et journalistes sont consternés. L'ambiance devient rapidement anxiogène, d'autant que la BRAV-M arrive en renfort. La BRAV, un nom qu'on entend si souvent qu'on en oublierait presque ce qu'il veut dire : Brigade de Répression de l'Action Violente.

Pour nous, ça a plutôt été Brigade de Répression par l'Action Violente : balayettes, vêtements arrachés, côtes esquinées, nez abîmés, coups vicieux douloureux mais évidemment sans



Rdv à 12h30- Parvis du Tribunal de Paris 17ème  
(Métro Porte de Clidly)

marques. La BRAV-M a exfiltré par cinq fois des camarades de la Conf<sup>o</sup> : trois ont subi 36 heures de garde à vue et deux 48 heures. Ces derniers sont poursuivi-e-s pour outrage à agent et rébellion et seront jugé-e-s le 14 octobre prochain au tribunal judiciaire de Paris.

Encore 45 minutes privés de notre liberté de circulation et les gendarmes nous raccompagnent gentiment au métro le plus proche.

Un retour en voiture de Paris, chargé d'émotions partagées ensemble : colères et incompréhensions. La répression est toujours plus violente envers la Confédération Paysanne. Elle est exécutée par des gamins en uniformes, méprisants et ravis de taper vicieusement du gauchisme devant des traders hallucinés, odieux, imbus, pincés et aveugles, incarnant tout le gratin d'un autre monde. On notera que la FNSEA et la CR n'ont pas du tout le même accueil. J'ai trouvé la cible bien choisie et l'organisation de la Conf<sup>o</sup> nationale réglée comme du papier à musique. Apparemment, troubler le gavage de petits fours n'est pas très bien reçu.

**Loup & Récréation**

# DES POISSONS, PAS DES POISONS !

*Retour sur la manif paysanne et écofo  
du 25 février 2025 à Redon*

*À Redon, petite ville située entre Nantes et Rennes, sur le fleuve de la Vilaine, il y avait foule samedi 22 février.*

*« On est ici aujourd'hui pour lutter contre les pesticides sur les zones de captage.*

*On retrouve encore des pesticides qui sont interdits et qui ont été épandus il y a plus de 20 ans » expliquent les manifestant-es. Plus de 2 000 personnes sont réunies pour réclamer une eau potable de qualité et l'arrêt de l'empoisonnement de l'environnement par l'agro-industrie.*

Quelques chiffres pour rappeler la nécessité vitale d'une telle mobilisation. Selon l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, moins de 8% des cours d'eau du bassin de la Vilaine sont en « bon état écologique ». Plus de **9 cours d'eau sur 10 sont donc en mauvais état!** Avec toutes les conséquences que cela comporte pour la faune, la flore et pour les êtres humains.

En avril 2023, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, organisme public chargé de contrôler la sécurité des produits de consommation, alertait sur la présence de multiples pesticides dans au moins un tiers de l'eau potable en France. La même agence estimait que les techniques actuelles de traitement de l'eau courante ne sont pas en mesure d'éliminer certains pesticides de l'eau du robinet.

En 2022, une revue scientifique avait récolté l'urine de plusieurs milliers de Français-es et mesurait que **99,8% des échantillons testés contenaient du glyphosate<sup>1</sup>**, un herbicide toxique. Nous sommes donc toutes et tous empoisonné-es.

La Bretagne, territoire agricole, est particulièrement touchée. La Loire Atlantique est par exemple championne des pesticides. On y trouve notamment un usage important d'un produit chimique surpuissant et hautement toxique appelé métam-sodium, utilisé pour faire pousser la mâche, la salade locale. Un produit qui a empoisonné des riverains et des ouvriers agricoles ces dernières années. Cette substance est plus nocive

que le glyphosate, qui ne tue que les mauvaises herbes : son but est de tuer toute vie dans le sol. Les gros agriculteurs, poids lourds économiques locaux et qui ont une influence énorme, ont longtemps obtenu le maintien de son autorisation.

Un dernier chiffre : **3% chaque année. C'est le taux d'augmentation du cancer du pancréas en France**, le plus foudroyant et difficile à soigner. Une augmentation deux à trois fois plus rapide que dans la plupart des autres pays européens. Les pesticides sont mis en cause dans cette hausse inquiétante.

Et pourtant, les autorités ne réagissent pas à cette intoxication généralisée. La Ministre de l'agriculture, Annie Genevard, est une filloniste très liée à l'agro-industrie. Elle appelait en juillet dernier sur CNews, à « réprimer les mouvements contre les méga-bassines avec la plus grande fermeté ». Son suppléant est carrément membre de la FNSEA. Nommer Annie Genevard à l'agriculture ou un responsable de Monsanto, c'est pareil. D'ailleurs, l'an dernier, le gouvernement a cédé aux agro-industriels sur une série de mesures, notamment l'autorisation étendue d'utiliser des pesticides.

C'est dans ce contexte qu'avait lieu la manifestation à Redon le 22 février. Dans le bassin de la Vilaine, les autorités prévoyaient, enfin, des mesures importantes pour la protection des zones humides et la réduction de l'usage des pesticides. Mais il a suffi qu'une poignée d'agriculteurs de la FNSEA manifeste à Redon le 3 décembre dernier pour que les élus se couchent et abaissent les ambitions de ce plan qui doit être voté ces prochains jours. Ces choix sont tout simplement suicidaires. D'autant plus que les pesticides menacent d'abord la santé de leurs utilisateurs, à savoir les agriculteurs eux-mêmes !

Dans la manifestation de samedi contre les pesticides, France 3 donne la parole à Denis, ancien ouvrier agricole dont le cancer de la prostate a été reconnu comme maladie professionnelle : « Tout ce qui est en train de se passer au niveau des lois d'orientation agricole, ce n'est pas bon pour la santé environnementale, ni pour la santé des citoyens. Et les taux de cancers qu'il y a actuellement, ce n'est pas dû au vieillissement de la population, c'est bien dû à l'environnement ».

Dans le cortège, des tracteurs, des collectifs écologistes, des habitant-e-s de la zone, des dizaines d'organisations, unies contre le lobby agro-industriel qui nous met toutes et tous en danger. En réunissant beaucoup de monde dans la rue, la ville de Redon a donné ce samedi le top départ de mobilisations massives pour une eau non toxique. En espérant que cette journée de lutte en inspire d'autres, pour obtenir enfin des victoires contre l'obscurantisme agro-chimique.

**Récit tiré du site d'information  
Contre-attaque.net**

Notes:

1. Environmental Science and Pollution, 2022. <https://contre-attaque.net/2023/09/07/998-des-francais-contamines-au-glyphosate/>



## DES BRETONS S'ENFLAMMENT !

*Au cœur de la Bretagne agro-industrielle, un groupe mystérieux s'attaque aux véritables prédateurs qui tuent le métier de paysan et ravagent les terres.*

*Le 24 janvier 2025, le siège de la société EVEL'UP a été la cible d'un incendie.*

*Rebelotte un mois plus tard, le 25 février 2025, au siège de la méga-coopérative EUREDEN. Nous relayons ici les communiqués publiés suite à leurs soirées enflammées qui donnent la frite. À ne surtout pas reproduire chez vous...*

### **24 JANVIER 2025 : SOIRÉE FRITES CHEZ EVEL'UP**

Cette nuit à Plouédern, un message a été adressé à l'entreprise EVEL'UP. En effet, ses locaux ont été vandalisés, et la cible d'un incendie. N'y voyez pas un acte malveillant, il s'agit de l'expression d'un amour flamboyant pour la paysannerie. Évidemment, EVEL'UP marche sur la tête et va à l'encontre des intérêts du monde paysan. La question que l'on se pose : Qui engraisse qui ? Un des enjeux primordiaux, qui a causé la colère de nombreux travailleurs agricoles, est la question du revenu.

Nous souhaitons saluer Philippe Bizien, patron d'EVEL'UP, engraisseur de, paraît-il, bientôt 26 000 porcs par an. Nous lui présentons nos félicitations pour s'être émancipé de la condition paysanne en s'élevant au rang de négociant. D'après [www.pappers.fr](http://www.pappers.fr), il perçoit déjà des sommes astronomiques en cumulant les mandats dans différents organes de la filière porcine.

EVEL'UP participe à un modèle agricole où produire sur une seule ferme 26 000 porcs par an est envisageable. Un modèle agricole où un paysan se suicide tous les jours. Pour nous, des petites FRITES parmi d'autres, cela est révoltant et inadmissible. Nous avons, à notre sauce (la sauce barbecue), partagé ce soir l'intention d'abattre un élément d'un système violent et autoritaire. Nous présentons nos sincères excuses pour les personnes endeuillées par toutes ces vitres brisées.

### **Forces Révolutionnaires Intergalactiques et Territoriales En Sauce (FRITES)**



### **25 FÉVRIER 2025 : SOIRÉE FRITES, DEUXIÈME CUISSON !**

La soirée frites précédente nous a beaucoup inspirés, agrémentée de sa sauce, elle fut savoureuse pour tous ceux ayant subi la malveillance des industriels qui ne veulent nous fournir que des patates chaudes... C'est pour ça que cette nuit, à Quimperlé, les FRITES (Front Révolté et Impitoyable des Totos En Sauce) viennent ajouter du goût à Eureden avec leurs fameuse sauce piment. Hé oui, la deuxième cuisson, ça pique !

Pour cette grande coopérative en situation de quasi-monopole, qui devient le seul fournisseur pour beaucoup d'agriculteurs. C'est elle qui impose des prix de rachats aux producteurs sans que ces derniers puissent négocier. Pour ces grands démocrates dont l'organisme vient directement du régime de Vichy. Pour ces écologistes radicaux qui continuent de soutenir un système alimentaire ultra destructeur, qui se voue lui-même à sa propre fin. Pour ce généreux organisme, nous ne pouvions que faire une cérémonie d'inauguration de leur nouveau siège social à la hauteur de ses bienfaits, en sabrant quelques bouteilles ! Alors que la sordide LOA (Loi d'Orientation Agricole) est annoncée au salon de l'agriculture, ici on clame haut et fort que le loup est dans LOA bergerie. En vous souhaitant une bonne dégustation.

### **Les petites FRITES**

## ACTION AU CFIA RENNES

*Pour la fin de l'agrobusiness, pour la défense de la paysannerie !*

*Le 4 mars 2025, plusieurs dizaines de membres du comité rennais des Soulèvements de la terre, d'Alternatiba Rennes et de Solidaires 35 se sont mobilisés à l'occasion du CFIA (Carrefour des Fournisseurs de l'Industrie Agroalimentaire) afin de dénoncer les impacts désastreux du système agro-industriel en Bretagne. Nous avons organisé une conférence-occupation du stand de la Cooperl en présence de Léandre Mandard, conseiller historique de la BD d'Inès Léraud « Champs de bataille » sur le remembrement, parue aux éditions Delcourt.*

Ensemble, nous portons les revendications suivantes :

- une meilleure rémunération des agriculteur-ices
- promouvoir la polyculture élevage sur le territoire, plutôt que des fermes-usines
- assurer l'installation d'un million de paysan-nes
- remettre de la démocratie dans le modèle agricole

En effet, face aux mobilisations agricoles, les acteurs du système agroalimentaire industriel continuent de défendre des fausses solutions, de gaspiller de l'énergie, de surexploiter les ressources et les animaux considérés comme de la ressource économique à optimiser sans cesse; et à faire croire qu'il faut innover et entreprendre pour produire toujours plus et défendre une agriculture toujours plus compétitive qui laisse pourtant 16 % des Français-es sur leur faim, n'apporte aucune réponse aux difficultés des agriculteur-ices, tout en détruisant l'environnement et notre santé. La seule réponse soutenable pour les agriculteur-ices, les habitant-es des territoires et l'environnement est l'agriculture paysanne, territorialisée et respectueuse du vivant.

### OCCUPATION DU STAND DE LA COOPERL

Déambuler dans les allées de ce salon en attendant l'heure de la conférence-occupation ressemblait à un rêve dystopique. Entre l'usine agro du futur et le hall dédié à l'IA, on s'est demandé comment les agro-industriels peuvent avoir autant d'idées en opposition avec les intérêts de la paysannerie. Pour bien visibiliser la responsabilité de ces gros groupes dans la crise agricole, nous nous étions donné-es rdv sur le stand de la Cooperl, premier



groupe porcin français, au bilan social et environnemental des plus critiquables, pour rappeler ses pratiques désastreuses :

- × paiement des éleveur-euses sous le prix du marché
- × imposition de méthodes d'élevage destructrices pour l'environnement
- × exploitation des travailleur-euses et des ressources

Pour plus d'infos : <https://splann.org/nouvelle-enquete-cooperl/>

Alors que ces messieurs de la Cooperl buvaient une petite coupe de mousseux, nous nous sommes installés sur leur stand avec deux banderoles qui dénonçaient les méfaits de l'agro-industrie.

### CONFÉRENCE AVEC LÉANDRE MANDARD

Léandre Mandard a alors pris le micro et a témoigné des ravages du remembrement en Bretagne. Auteur de *Champs de bataille* avec Inès Léraud, il a retracé l'histoire de cette décision politique à l'origine de l'industrialisation de notre agriculture bretonne et de la disparition des haies bocagères. Une politique qui a favorisé l'expansion des géants de l'agro-industrie au détriment des paysan-nes, de l'environnement, de la santé et du bien-être animal.

Nous nous sommes faits refoulé-es tranquillement du stand par la sécurité après plus de 20 minutes de conférence. Nous sommes reparti-es en chantant joyeusement au milieu du public du CFIA stupéfait. Quelques autocollants des Soulèvements ont fini sur les énormes voitures du parking.

Nous reviendrons l'année prochaine plus nombreux.ses encore, et qui sait, peut-être avec des paysan-nes de la Confédération paysanne 35 ?

**Une camarade installée en ferme pédagogique sur Rennes**

# UN MESSAGE D'AMOUR EN ACTES

## *Récit de l'action Code Rouge en Belgique*

***Code Rouge est un mouvement qui organise des actions directes de masse en Belgique depuis 2022 et s'est d'abord centré sur la lutte contre ceux qui profitent de notre dépendance aux énergies fossiles en ciblant Total, Engie ou encore Amazon. Ce week-end du 1<sup>er</sup> et 2 mars était organisée la 5<sup>e</sup> action, qui a pour la première fois visé des entreprises du secteur agro-industriel - Cargill en tête<sup>1</sup> - et le symbole est fort pour dépasser le clivage écologistes-agriculteurs qui a été créé et entretenu par les acteurs industriels et les gouvernants. Le Mouvement Climat en Belgique a mûri, il ne se contente plus de manifester dans la rue pour « protéger la planète », il s'en prend physiquement à ceux qui oppriment ce qui nous est cher, à commencer par le monde paysan.***

Vers 10h30, 700 activistes ont débarqué et ont commencé à bloquer toute une zone du port de Gand, le 3<sup>e</sup> plus important d'Europe, une sorte de presqu'île sur laquelle Cargill, EuroSilo et AlcoBioFuel cotoient des géants du stockage de kérosène et de la chimie. Imaginez-vous : 700 personnes en combinaisons blanches débarquant sur un site industriel gigantesque. S'affairant à construire des barricades pour bloquer les accès et tenir à distance la police. Redécorant les lieux et écrivant des « Paysans on vous aime », des « Nourrir les gens, pas le profit » ou des « Ceci est une jacquerie » partout à la bombe de tag ou au pinceau. Et s'introduire sur le site pour faire davantage de dégâts financiers à l'entreprise et empêcher que l'usine ne redémarre dès la levée des blocages. D'autres cortèges ont tenté de les rejoindre, mais sans réussite puisqu'ils ont été empêchés par la police - parfois violemment. En tout, ce sont près de 1600 personnes qui se sont mobilisées ce jour-là, certaines en sont sorties frustrées mais cette sensation s'est estompée dès qu'elles ont compris que leur action avait permis de fixer la police et de permettre aux autres cortèges d'atteindre la cible.

Toutes les personnes qui ont pu arriver sur le site vous le diront : le simple fait de voir ce genre de lieu, de se rendre compte avec ses sens et dans sa chair de l'immensité des infrastructures qui font que l'agro-industrie existe, que le système capitaliste subsiste et que notre monde ne tourne pas rond, rien que ça crée un choc en soi et provoque un besoin de lutter contre ces endroits car ce qu'on voit alors représente l'opposé de ce pour quoi on se bat et qui nous est cher.

À ce moment-là, le libre-échange n'était plus un concept, il s'incarnait dans cette usine et ces silos gigantesques, dans ces odeurs et ces fumées, dans les bio carburants et les tourteaux de soja OGM - produits essentiellement dans les méga-fermes du Brésil et d'Argentine - qui sortent de ce site. La voilà cette « transition écologique de l'industrie » dont ils nous parlent tant. Le voilà cet « échange entre les peuples » qu'ils nous vendent avec leur Mercosur. Le voilà le modèle « agricole » qu'ils veulent développer - sans plus aucun rapport aux territoires et au vivant. « Ils » se sont bien sûr les défenseurs de « la production agricole européenne », qui n'hésitent pas à signer tous les traités de libre-échange possibles, avec le Mercosur, avec la Nouvelle-Zélande, avec le Canada... alors même qu'on sait à quel point la situation est difficile pour les agriculteurs et agricultrices qui ont réussi à maintenir leur activité jusque là, malgré 60 ans de libéralisation de l'agriculture en Europe, de mise en compétition mondialisée et d'injonction à produire pour engraisser l'agribusiness.

Cargill est le plus gros acteur de l'agribusiness dans le monde<sup>2</sup>. L'entreprise se nourrit de ces échanges de produits agricoles, en affamant les gens, à commencer par les agriculteurs. Les 4 plus gros négociants de denrées agricoles dans le monde (les « ABCD » : ADM, Bunge, Cargill, Dreyfus) contrôlent 70 % du commerce de céréales dans le monde, et 10 % des capacités de stockage. Ils s'en servent pour manipuler les marchés en créant des pénuries pour faire monter les prix et pouvoir revendre au prix fort leurs stocks, aux dépens des agriculteurs qui voient flamber le prix de l'alimentation de leurs animaux et des consommateurs qui doivent subir une inflation alimentaire artificiellement créée par des acteurs comme ceux-ci. On ne rentrera pas en détail sur les conséquences qu'ont ces entreprises dans les pays où sont produits ces

denrées à la fois sur les territoires mais aussi sur les communautés, notamment paysannes et autochtones, entraînant déforestation et déplacements de populations en Amérique du Sud<sup>5</sup> ou encore du travail forcé d'enfants dans les plantations de cacao en Afrique de l'Ouest<sup>4</sup>...

Dans l'ombre, ces acteurs tirent les ficelles et se gavent sur le dos des paysan.nes, des ouvrier.ères et des consommateur.ices, il était donc important de les rendre visibles et de montrer que le mouvement écologiste et paysan est fort et a les moyens de se défendre et même, de passer à l'offensive.

Après près de 6h de blocage, de discussions sur l'agro-industrie et ses méfaits, de jeu de cartes et de partie de football improvisées, de renforcement des barricades et de dégâts sur les infrastructures, venait le temps du retour. Les 700 activistes se sont alors regroupés en un seul cortège et se sont élancés sur la route pour une marche de 6 km qui a permis de mettre dos à dos les systèmes agricoles qui s'offrent à nous dans cette région : on alternait entre des prairies, bocages et fossés et des zonings industriels. On allait vers des fermes en brique, des troupeaux de vaches au pré et des odeurs de fumier juste après avoir quitté les cheminées fumantes et leur odeur azotée, les navires vraquiers de plusieurs centaines de mètres de long et les silos qui grattent le ciel. On naviguait entre l'agriculture paysanne familiale et l'agri-business et son monde. Ce trajet retour était un voyage dans ce clivage, un lien créé entre ces deux mondes qui s'opposent. Celui qu'on veut et qu'on défend et celui vers lequel on nous conduit à marche forcée. Ce jour-là, la marche a été arrêtée. Des centaines de personnes en Belgique on dit stop et ont joint les actes aux paroles.

La plus belle preuve de cette alliance est quand les centaines de militants et militantes en combinaisons blanches, le visage masqué jusqu'aux oreilles sont passés devant la porte cochère d'une ferme où nous regardait passer une famille d'agriculteurs et d'agricultrices flamandes en bleu de travail.

- Vous aimez Cargill ? Leur demandèrent des activistes.
- Non.
- Pourquoi ?
- Ils se gavent sur le dos des agriculteurs.

Tout est dit. Le message est passé et la jonction paysans-activistes semble se faire en Belgique. Ceci n'est que le début, une première lettre envoyée à un amant, une première rencontre qui en appelle d'autres, le début d'une histoire à écrire ensemble, activistes et paysan.nes unis contre ceux qui se gavent.

Notes:

1. Podcast « Qui est Cargill ? Interview de Romain Gelin, économiste au Grésea » [https://soundcloud.com/redaction-379797645/itw\\_romain\\_gelin\\_tchak\\_ep\\_01\\_v](https://soundcloud.com/redaction-379797645/itw_romain_gelin_tchak_ep_01_v)
2. <https://tchak.be/index.php/2022/05/18/cargill-multinationale-agro-alimentaire-geant-invisible/>
3. <https://unearthed.greenpeace.org/2022/01/14/agribusiness-giant-cargill-amazon-deforestation/>
4. <https://www.business-humanrights.org/fr/derni%C3%A8res-actualit%C3%A9s/r%C3%A9sum%C3%A9-du-proc%C3%A8s-nestl%C3%A9-cargill-archer-daniels-midland-c%C3%B4te-divoire/>

# C'EST À LA FIN DE LA FOIRE QU'ON COMPTE LES BOUSES

## *Analyse des résultats des élections professionnelles agricoles*

***Après plusieurs mois de campagne, les résultats des élections sont tombés. Ils ne changeront strictement rien au quotidien des agriculteurs. Impossible, en effet, d'infléchir les orientations structurelles de la politique agricole depuis les instances locales de co-gestion que sont les Chambres d'Agriculture.***

Les choix structurels pour l'agriculture, qui impactent les fermes, le quotidien et l'avenir du métier et des terres, n'ont rien de démocratique. Ils ne sont pas entre les mains de la profession, contrairement à ce que voudrait nous faire croire la mascarade électorale. Ils sont entre les mains des conseils d'administration des grosses coopératives, de l'agroalimentaire, de la grande distribution; des bureaucrates de la Commission Européenne et de l'OMC. C'est eux qui chuchotent à l'oreille des ministères, eux qui pré-rédigent les lois agricoles et déterminent l'agenda institutionnel. Les Chambres d'Agriculture et les DDTM ne sont que de simples exécutants locaux, le tout dernier maillon de la chaîne.

Pour autant, ce qui nous intéresse dans les résultats de ces élections, c'est qu'elles sont une photographie du rapport de force politique au sein de la profession. Essayons de regarder les choses sous un autre angle que celui des médias dominants et de la presse agricole. Pour cela, il faut voir plus loin que les chiffres et les cartes fournis par le ministère. Il faut compter au réel. Cela veut dire: regarder les résultats en nombre de voix et en pourcentage des inscrits, et non pas en pourcentage des suffrages exprimés et en nombre de chambres.

Quatre blocs se dessinent:

**1** – **Le bloc majoritaire**, c'est celles et ceux qui ne se reconnaissent dans aucun syndicat agricole ou qui ne croient pas en leur capacité à changer les choses en cas de victoire. Cette majorité silencieuse est écrasante. Si l'on additionne les abstentionnistes et les votes blancs/nuls, cela représente **212 584 exploitants sur les 406 257 inscrits, soit environ 52%**! Loin, très loin, devant la FNSEA, la Coordination Rurale et la Confédération Paysanne. Depuis 2007, l'abstention explosait de 10% à chaque scrutin. Cette année, un mouvement agricole inédit,

une mobilisation tous azimuts des syndicats, auront tout juste permis de stabiliser le corps électoral, de ralentir l'effritement de la participation... Mais elles n'auront pas mobilisé la grande masse de celles et ceux qui ne se sentent représentés par personne! C'est le fait majeur de cette élection. Il doit être au cœur de nos réflexions. Pourquoi cette majorité ne se retrouve dans aucun syndicat? Comment s'adresser à elle? La clef du bouleversement du rapport de force politique est entre ses mains. Le basculement ne viendra pas de notre capacité à convaincre ceux qui votent déjà pour la fédé, la coordo, ou la conf. Il viendra de notre capacité à s'adresser à cette vaste zone grise qui a le sentiment que personne ne répond à ses préoccupations et à se mettre en mouvement avec elle sur le terrain de l'action.

**2** – Le deuxième bloc, c'est **le bloc gestionnaire néo-libéral** incarné par la FNSEA. L'élection de 2025 marque un tournant historique inédit depuis la création de ce syndicat. Une crise de légitimité sans précédent. La FNSEA n'est plus le syndicat « majoritaire ». Elle récolte 89 743 voix, 46% des suffrages exprimés, soit seulement 22% des inscrits. Plus que jamais, nous pouvons l'affirmer haut et fort, la FNSEA ne représente qu'une minorité: moins d'un quart des exploitants agricoles! Malgré cela, elle empoche 80 chambres. La fable de sa légitimité démocratique et professionnelle ne se maintient que grâce au mode de scrutin scandaleux de ces élections. Le complexe agro-industriel a encore besoin de la FNSEA pour co-gérer ce système. La forteresse FNSEA vacille. Mais l'édifice reste solide. Pour sauver le métier de paysan, il faudra lutter durement pour la séparation de l'État et de la FNSEA.

**3** – Le troisième bloc, c'est **le bloc réactionnaire et nationaliste** incarné par la Coordination Rurale. Elle récolte 57 604 voix, soit 14% des inscrits. Avec environ 12 000 voix de plus par rapport au scrutin de 2019, c'est la seule force syndicale qui progresse nettement. Si son activisme pendant le mouvement agricole joue indéniablement un rôle, la coordo est aussi très fortement poussée par la dynamique globale d'extrême-droitisation de l'échiquier politique et des médias dominants. Elle bénéficie d'un contexte où tout un pan du patronat opère un glissement politique du libéralisme autoritaire à la sauce Macron vers un néo-fascisme assumé. À ce glissement

politique correspond un glissement économique, le passage d'un système injuste à un autre : de la concurrence néo-libérale mondialisée à la guerre commerciale nationaliste. En emportant la majorité dans 14 circonscriptions, la coordo arrive à une croisée de chemins. Va-t-elle rester une force contestataire ou devenir un appareil co-gestionnaire ? Va-t-elle glisser d'une force antisystème à une organisation corporatiste qui pourrait bien devenir la nouvelle courroie de transmission du complexe agro-industriel sous un gouvernement RN ?

**4** – Le quatrième bloc, c'est **la gauche paysanne**, incarnée principalement par la Confédération Paysanne, et plus marginalement par le MODEF. À eux deux, ces syndicats récoltent 42 858 voix, soit environ 10,5 % des inscrits. La gauche paysanne a donc un peu moins de 15 000 voix d'écart avec le bloc réactionnaire et nationaliste. Elle encaisse bien le choc dans un contexte politico-médiatique extrêmement défavorable. Mais il lui manque une stratégie pour renverser la vapeur. En regardant de plus près les endroits où elle est arrivée en tête du scrutin, cela nous donne une indication sur comment battre le bloc néo-libéral et le bloc réactionnaire. La gauche paysanne fait de meilleurs scores lorsque la participation est forte. Mais surtout, **elle est puissante en Corse et dans les Outre-mers, c'est-à-dire à des endroits où la question de l'enracinement et de l'attachement à la terre est défendue et pleinement assumée** par des mouvements "régionalistes" de gauche, et pas par le nationalisme d'extrême droite. Elle est également bien enracinée dans les pays de montagne. Le syndicat basque ELB est l'exemple le plus inspirant stratégiquement. Il parvient à combiner de bons résultats électoraux et l'animation d'une Chambre d'agriculture autonome, alternative à la chambre officielle : une institution organisée à la base par et pour les paysans ! En articulant luttes sociales, expérience auto-gestionnaire et participation aux élections, l'ELB dessine une voie originale et conséquente au sein de la gauche paysanne.

Notons enfin, l'émergence de listes indépendantes. Bien que cela reste marginal, certaines sont parvenues à écraser tous les syndicats existants. Elles cherchent à répondre à ce déficit de représentation qu'exprime la majorité silencieuse. Le plus souvent animées par des dissidents de la FNSEA, et axées sur un discours territorial,

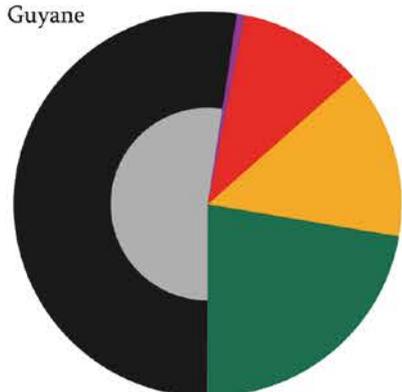
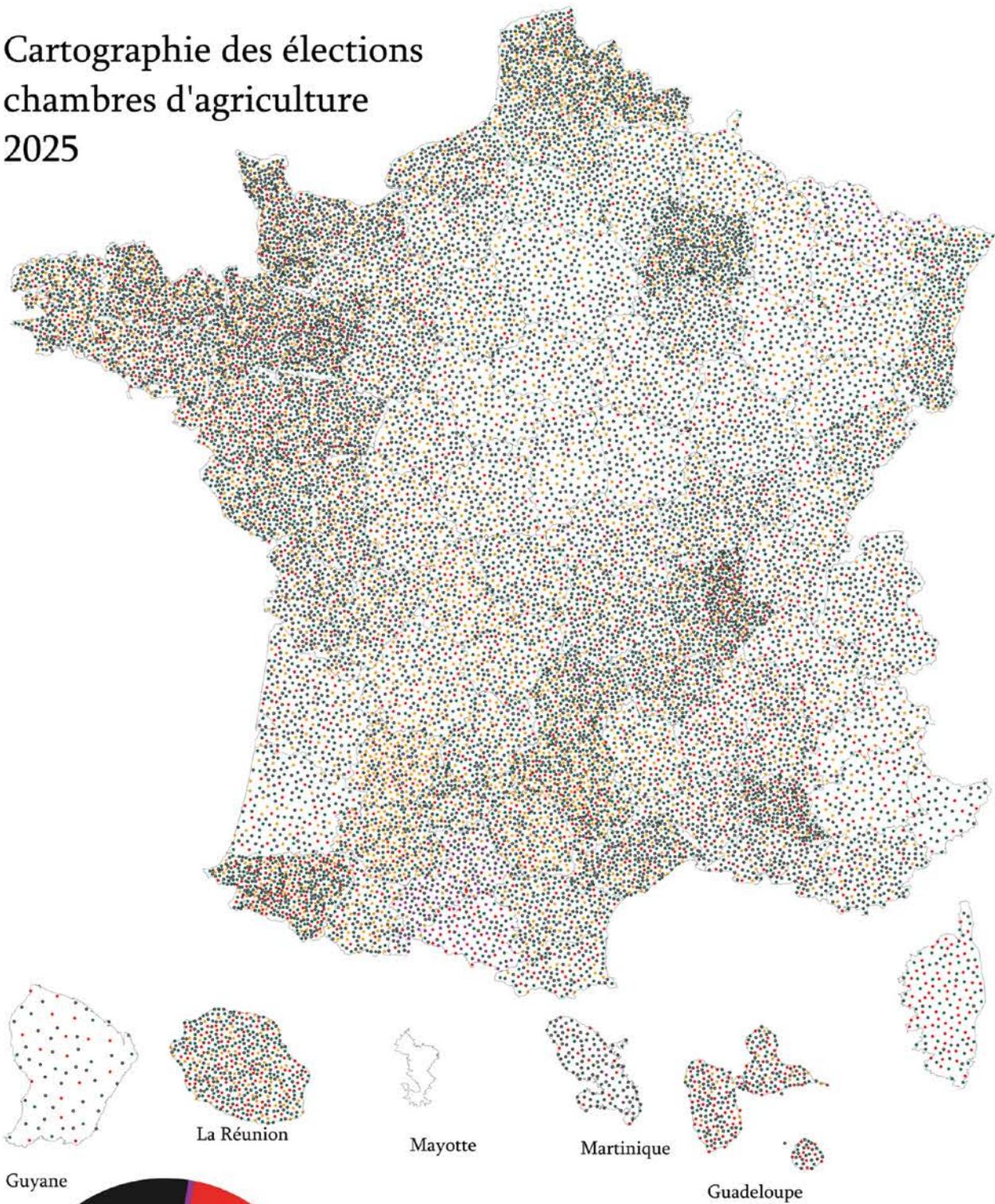
## *Ces élections sont une photographie du rapport de force politique au sein de la profession.*

il va être intéressant d'observer leur évolution à l'avenir. A quel point sont-elles (ou pas) en rupture avec la FNSEA ? Sont-elles des exceptions locales ou sont-elles amenées à se multiplier à l'avenir ? Vont-elles dessiner un bloc de territoires non alignés syndicalement ou jouer le rôle de sous-traitants de la FNSEA ?

Maintenant que les élections sont terminées, place au mouvement réel. Nous allons pouvoir constater quels syndicats vont employer leurs moyens humains et financiers pour peser dans le rapport de force en prenant des risques dans l'action ; et quels sont ceux qui vont se contenter de faire de la cogestion bureaucratique en restant confortablement assis sur leurs sièges jusqu'à la prochaine campagne électorale. Fini les professions de foi électorales et les promesses, place aux questions concrètes. Comment défendre, dans les cinq ans à venir, les conditions de travail et la dignité paysanne face aux prédateurs du complexe agro-industriel qui accaparent les bénéfices du travail agricole et tuent le métier ? Comment opérer une jonction entre la majorité silencieuse et la gauche paysanne sur le terrain de l'action directe ?

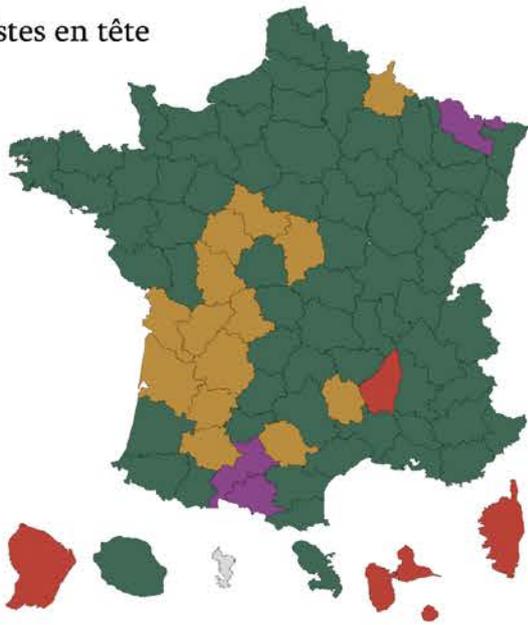
**J & C, éleveurs de volailles  
et cartographes amateurs**

# Cartographie des élections chambres d'agriculture 2025

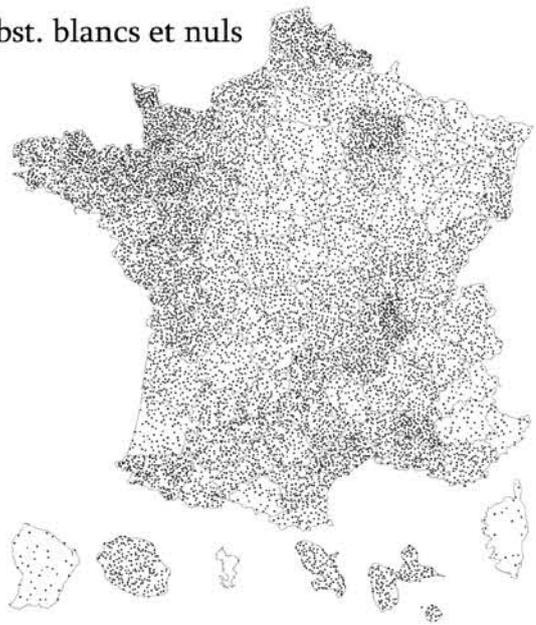


- 1 point = 20 chefs d'exploitation et assimilés
- Abstentions, votes blancs et nuls 52.34 %
- FNSEA-JA 22.33 %
- Coordination Rurale 14.23 %
- Gauche Paysanne(Conf+MODEF+ELB) 10.38 %
- Listes indépendantes 0.67 %

Listes en tête



Abst. blancs et nuls



FNSEA-JA



Coordination Rurale



Gauche Paysanne



Listes indépendantes



## LETTRE D'UN PAYSAN ABSTENTIONNISTE

*Nous avons reçu une lettre d'un paysan qui s'est abstenu de voter aux dernières élections de la Chambre et que nous souhaitons vous partager.*

« Nous sommes paysans. C'est à dire que nous cultivons des terres, nous élevons des animaux, nous transformons nos récoltes, notre lait, la viande de nos bêtes. Personne n'ignore ce qu'est notre métier. Personne, sauf peut-être nous-mêmes. Et si le doute est permis, c'est parce qu'aujourd'hui notre métier tient grâce aux primes qu'on arrive à arracher, aux dossiers PAC qu'on arrive à remplir, aux saloperies qu'on pulvérise sur nos terres, et au bon vouloir de ceux qui façonnent cette idée douteuse : la « Ferme France ».

Ce qu'on ne peut plus ignorer en revanche, c'est que tous les jours aux moins 10 collègues jettent l'éponge, que nous étions 100 000 de plus il y a 10 ans et que nous serons sans doute 100 000 de moins dans 10 ans. Nous disparaissions à petit feu pour laisser place à l'agriculture de demain. Celle de l'accumulation du foncier, des fermes usines, de la cogénération, de la robotique et des placements financiers. Une agriculture qui n'est pas faite pour nous.

Depuis un an, on a beaucoup parlé de nous, de notre isolement. On a regardé nos tracteurs sortir des fermes, on a redouté notre colère et notre détresse pendant quelques longues journées d'actions qui promettaient de devenir incontrôlables. On a cru percevoir le début d'une révolte agraire, d'une jacquerie contemporaine aux portes des préfectures. Mais très vite la colère s'est évanouie dans le dialogue. Normes, libre échange, revenu, autant de questions sur lesquelles disaient-ils, il suffisait de s'entendre, autant d'arguments qui se livraient bataille dans un débat déjà joué.

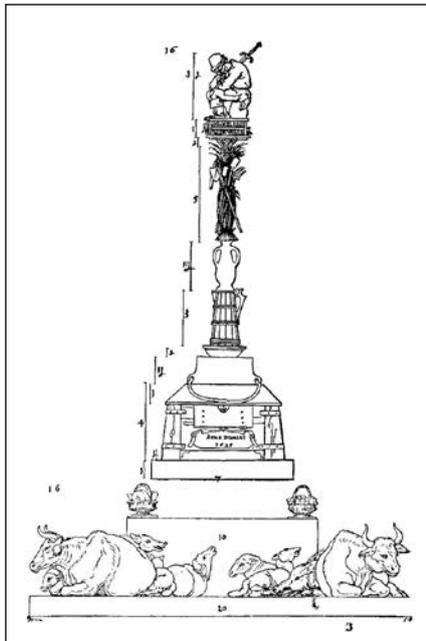
La politique est ainsi faite qu'elle a besoin de mise en scène, elle a besoin d'un récit qui enferme ses personnages dans un rôle. Aujourd'hui, des couloirs du parlement au monde agricole, le spectacle de la politique repose sur les mêmes figures. Celle de l'irresponsable, qui est dangereux pour ses pairs, celle de l'idéaliste, qui est hors de

la réalité, et celle du rationnel, qui détient la ligne raisonnable au milieu du chaos. Et ce spectacle, dont nous sommes malgré nous les acteurs, a besoin de carburant pour maintenir son public en haleine. Ici, un grand débat, là, une démonstration de force, là encore, une séquence électorale. Nous y sommes, le moment tant attendu, le clou du spectacle, 2,2 millions de voix potentielles [tous collèges confondus... mais 400 000 sur celui qui compte vraiment] pour redessiner le visage de la représentation syndicale agricole.

Une année de mobilisations sur les routes, dans les villages, aux portes de Paris. Une année de batailles médiatiques. Une année de promesses défaits une par une. Mais surtout une année de calamités dans les champs, dans les élevages. Tous les ingrédients étaient réunis pour pimenter le scrutin.

Pourtant, à nouveau, moins de la moitié des paysans ont donné leur voix. Rien n'est venu briser le silence majoritaire. Dans la cacophonie politique, nous sommes resté aphones. Ce nous-là, n'a pas d'autre nom que celui de l'abstention qu'on lui prête. Il est la masse silencieuse qui fuit la politique et ses spectacles. Mais ce nous-là n'est pas moins paysan que les autres, et son silence dit quelque chose de ce qu'il n'arrive pas à rallier. Il dit que ceux qui se sont présentés à lui pour représenter sa colère

n'ont pas su le convaincre. Il dit, peut-être sans le vouloir, que ce qui se joue au fond, ne se joue pas dans les instances agricoles, qu'elles existent moins pour sauver les paysans que pour finir de les liquider. Il dit qu'il faut cesser de conforter le pouvoir de ceux qui orientent son existence, qui la conditionnent à des réalités qui ne sont pas les siennes. Mais alors, dit-il que rien n'est encore joué ? Dit-il qu'au silence succédera le vacarme ? Que le spectacle sortira de lui-même ? De son théâtre ? Descendra-t-il dans la rue, non plus pour montrer sa force, mais pour l'utiliser ? Cette année nous allons commémorer les 500 ans de la mort de Thomas Müntzer, et célébrer « la guerre des paysans » qu'il a appelé de ses vœux, et qu'il a livré avec tant d'autres. Célébrons-là avec panache ! »



### B. Paysan en Loire Atlantique

# DÉSORIENTATION AGRICOLE

## *Contrôler la colère, la loi du retour à la normale*

***Agitation dans les couloirs de l'Assemblée Nationale et du Sénat. La Loi d'Orientation Agricole (LOA) est adoptée au pas de charge. Il y a urgence. La France a perdu 21 % de ses fermes entre 2010 et 2020, englouties par l'agrandissement. La classe paysanne s'éteint. Le métier est en passe de disparaître au profit d'une agriculture de firme. Mais l'urgence des parlementaires n'est pas là !***

Le bouleversement climatique provoque un effondrement des rendements et une multiplication des calamités. Il bouleverse les équilibres pédo-climatiques, met en péril l'agriculture et les terroirs qui font l'identité de chaque région.

*Mais l'urgence des parlementaires n'est pas là !*

Les paysans - qui nourrissent le peuple - galèrent à se nourrir eux-mêmes. Ils peinent à boucler les fins de mois. Ils subissent le racket des industries agroalimentaires et de la grande distribution.

*Mais, l'urgence des parlementaires n'est pas là !*

Leur urgence, c'est le SALON ! Le seul moment de l'année où l'on parle d'agriculture dans les mass-médias, en dehors des révoltes paysannes et des calamités climatiques.

Chaque année, c'est la même foire médiatique. Jamais les agriculteurs ne sont au premier plan, ils sont des figurants dans un décor. Sur le devant de la scène : un interminable défilé de politiciens condescendants qui les flattent comme on flatte le bétail. Le salon est un marché électoral : un faire-valoir rural pour les élus de tous bords. L'année dernière, le décor s'est cassé la gueule et les figurants ont occupé le devant de la scène. En pleine révolte agricole, ils ont voulu « aller au contact » de Macron. Mêlée avec les flics et bataille rangée... Un vaste bordel ! La veille, le gouvernement avait invité les Soulèvements de la Terre (histoire de pimenter le tout) avant de se raviser de justesse. Cette année, tout doit donc rentrer dans l'ordre. Mais comment faire, alors que rien n'est réglé depuis la révolte de janvier 2024 ?

C'est là que nos parlementaires entrent en piste. Ils touchent plus de 7 000 euros par mois, vivent à mi-temps à Paris, mais ils ont tout compris au problème paysan ! Ils vont tout régler avec cette loi. Une loi, c'est magique. Un coup de crayon et nous voilà soudain « libres et égaux ». La LOA, c'est une liste d'objectifs grandiloquents, mais des mesures aussi ridicules qu'insignifiantes :

> Ce n'est pas en créant « des Conférences de la souveraineté alimentaire », réunissant « les représentants des filières » et les « organisations interprofessionnelles » pour pondre des rapports que l'on va « reconquérir la souveraineté alimentaire de la France » et devenir autonomes en fruits et légumes.

> Ce n'est pas en proposant à l'UE d'indiquer « les pays de provenance sur les emballages des produits agricoles » que l'on va se protéger de l'impitoyable concurrence du libre échange mondialisé qui écrase les paysans du monde entier.

> Ce n'est pas en rebaptisant les « Points Accueil Installation » pour les renommer « France Service Agriculture » que l'on va lever les obstacles structurels à l'installation.

> Ce n'est pas en claironnant l'objectif de « veiller à une juste rémunération des exploitants, salariés et non-salariés des secteurs agricole et agroalimentaire ainsi qu'à leurs conditions de travail, leur protection sociale et leur qualité de vie » qu'il va se réaliser tout seul. Il n'est assorti d'aucune proposition concrète : pas un article, rien ! Juste un vœu pieu, une incantation dans le vent.

Au milieu de cet océan de blabla surnagent péniblement les deux seules mesures intéressantes :

1. une aide au passage de relai pour les agriculteurs qui cèdent leur ferme et trouvent repreneur
2. la possibilité pour les jeunes installés de faire un « essai d'association » avant d'intégrer un GAEC ou une EARL. Des mesures comme celles-là, il en faudrait tout un bottin pour répondre aux enjeux de la « souveraineté alimentaire » et du « renouvellement des générations ».

Les bureaucrates veulent nous faire croire que la détresse agricole a été écoutée et prise en compte. Tous semblent nous dire : « Fini la casse et les blocages, ravalez votre colère. Il y a eu des élections et une loi. Maintenant, crevez en silence et laissez-nous co-gérer en paix ! ». Cette loi sert à faire diversion pour étouffer la révolte

avec la complicité des syndicats corporatistes (FNSEA et CR). Comment ? Grâce au tour de passe-passe de la « simplification » ! Il consiste à déguiser une vaste entreprise de démolition écologique en avancée sociale pour la condition paysanne. La LOA est truffée de mesures de dérèglementation. Celles-ci visent à neutraliser les recours juridiques portés par les paysans et les habitants qui s'organisent localement contre des projets agro-industriels (fermes-usines, méga-bassines, etc.). Ce qu'elle va simplifier, c'est l'agrandissement des grosses structures et l'accaparement des terres, de l'eau, du capital et des aides publiques ; mais certainement pas la vie quotidienne des paysans !

La campagne des syndicats corporatistes à propos de la « surtransposition des normes européennes » débouche sur cet article : « les normes règlementaires en matière d'agriculture ne peuvent aller au-delà des exigences minimales des normes européennes ». Cette disposition est une perte totale de souveraineté : une abdication qui conditionne toutes les avancées en matière d'agro-écologie aux décisions de la bureaucratie européenne. Au nom de la critique de Bruxelles, l'État s'interdit de conduire une politique indépendante ! Imagine-t-on une seconde une telle mesure dans un autre domaine ? Imagine-t-on aligner nos droits sociaux sur les « exigences minimales » de l'UE ? Veut-on vraiment la sécurité sociale ou le salaire minimum de la Pologne ? Veut-on vraiment conditionner toute future avancée sociale et écologique à l'aval de Bruxelles ?

La LOA fait passer l'agenda de la bourgeoisie agro-industrielle pour celui de la classe paysanne. Et ça marche ! Pourquoi ? Parce qu'on rêve tous de simplification. Mais simplification et dérèglementation, ce n'est pas la même chose ! Ce qui nous complique la vie, ce n'est pas en premier lieu les contrôles administratifs et les normes environnementales. En 2023, 90 % des exploitations agricoles n'ont pas été contrôlées par le moindre service administratif ! Et bizarrement, il y a des contrôles dont personne ne parle : ceux liés aux obligations commerciales en filière longue, ou certains contrôles sanitaires qui visent, par exemple, à aseptiser les ateliers de transformation à la ferme. Plus encore que les contrôles, ce qui plombe le quotidien, c'est la masse de paperasserie et le flicage numérique qui vissent le cul à la chaise du bureau. Télépac est devenu si compliqué que 60 % des agriculteurs

## ***Simplification et dérèglementation, ce n'est pas la même chose !***

ont recours à des prestataires pour leur déclaration. Quand l'équilibre économique de la structure ne tient qu'à un fil, on vit dans l'angoisse administrative, dans la crainte de la moindre erreur. Les injonctions contradictoires deviennent alors invivables. Ainsi, une chose simple et belle, comme un nid d'hirondelle dans un abri à huitres, se transforme en casse-tête normatif : laisser le nid c'est enfreindre la législation sanitaire, le détruire c'est porter atteinte à une espèce protégée !

La complexité des contraintes économiques, administratives et normatives obligent beaucoup à rogner sur leurs maigres revenus pour payer des prestataires qui se chargent à leur place des tâches de gestion. Bien des paysans se retrouvent dans une situation d'obligés. Ils ne maîtrisent presque plus rien sur leur propre exploitation. Elle est administrée par des techniciens et des ingénieurs qui croient mieux savoir. Cette dépossession réduit les agriculteurs au rang de subalternes sur leur propre ferme. La LOA n'y changera rien. C'est en arrachant les terres des mains de l'agro-industrie et l'alimentation des marchés capitalistes que les paysans se simplifieront la vie et redeviendront maîtres sur leur ferme ! Ce que nous voulons c'est une réforme agraire profonde et radicale.

# NOUS CULTIVONS LA TERRE ET LA TERRE NOUS CULTIVE

*Carnet de Voyage chez le Mouvement des Sans Terre au Brésil*

**Durant 3 semaines en janvier 2025, nous sommes allées à la rencontre du Mouvement des Sans Terre (MST) au Brésil. Nous sommes 13 femmes, éleveuses de brebis, maraichères, éleveuse de vaches, paysannes boulangères, militantes, qui travaillons seules sur nos fermes, avec notre compagnon ou en collectif. C'est au nom de l'Atelier Paysan, de la Confédération Paysanne et du Réseau Civam que nous avons quitté nos territoires bretons et rhone-alpiens pour nous former politiquement avec le Mouvement des Sans Terre.**

Le Mouvement des Sans Terre est un mouvement de masse populaire. De masse, car depuis 40 ans, il a permis l'installation de 450 000 familles sur des terres appartenant à la bourgeoisie de l'agro-business. Populaire, parce qu'il est ouvert à toute personne décidée à se battre pour une terre, la travailler et que chacune de ces personnes participe activement à la politique du mouvement. Il n'existe pas de tel mouvement en Europe. Nos processus d'installation ne sont ni de masse, ni populaire.

Leur méthodologie d'action : l'occupation. Après avoir identifié des terres (terres de très grands propriétaires - les *latifundios* -, en monoculture, où les conditions de travail sont dramatiques...), les militant-es du MST vont à la rencontre des classes populaires sans terre de la région. Un long travail de base est effectué, afin de les accompagner dans la prise de conscience de leurs droits, des inégalités et des injustices sur l'accès à la terre, et donc sur l'accès à leurs moyens de subsistance. Après plusieurs mois de rencontres et d'organisation, c'est à la tombée de la nuit,

que des mouvements de 20 et parfois jusqu'à plus de 2 000 familles se mettent en action pour occuper ces terres ! Dès le lever du jour, tout le monde s'affaire à couper du bois, à trouver des bâches pour construire les cabanes dans lesquelles ils vivront temporairement, à travailler le sol, à mettre en place des réserves d'eau, etc. Puis créer des « *nucleo* de base » (groupe de 10 familles) pour s'organiser et prendre des décisions, choisir des référentes et des référents par secteur (éducation, genre, production, jeunesse, santé,...) C'est par toutes ces actions profondément politiques qu'un *acampamento* naît.



Mais ce mouvement déplaît fortement à la bourgeoisie de l'agro-business (les propriétaires des terres, les agro-industries, les banques, les états...). La preuve en est, lors de notre séjour, la milice d'une grosse entreprise immobilière a assassiné 2 militants du MST et blessé 6 autres. Et comme le disent les camarades du MST : « Pas une minute de silence pour nos camarades assassinés, mais toute une vie de lutte ! ».

C'est justement par la lutte, ici juridique et politique, que les *acampamentos* du MST parviennent à être légalisés au bout de plusieurs mois, voire plusieurs années. Les *acampamentos* deviennent

alors des *assentamentos*, où chaque famille obtient équitablement et légalement un droit d'usage des terres, la possibilité de construire une maison, un droit à la subsistance.

Nous nous sommes aussi questionnées sur l'agroécologie, qui n'est pas abordée de la même manière qu'en France. Chez nos camarades du MST, la protection de l'environnement et la production d'aliments sains sont deux notions fondamentales, mais la lutte contre les inégalités sociales, pour l'accessibilité de la terre à toutes et tous, est prioritaire face à la recherche des meilleures techniques de production. La lutte du Mouvement des Sans Terre passe donc par la



défense d'une agriculture familiale qui nourrit et subvient aux besoins de la communauté, une lutte qui passe avant tout par l'émancipation humaine et la lutte contre l'agro-business.

Le Mouvement des Sans Terre ne lutte pas que pour l'accès à la terre au coup par coup par les occupations. Il lutte également depuis 40 ans pour une réforme agraire populaire, c'est à dire la répartition et la socialisation des terres à l'échelle du Brésil. Ce qui explique son échelle nationale, ses alliances avec le Parti des Travailleurs de Lula, son institutionnalisation croissante. Des sujets qui font débat au sein du mouvement, et entre nous...

La lutte pour la Terre et la lutte pour une réforme agraire populaire sont inscrites, et n'ont de sens que dans un objectif fort de transformation sociale. Sinon quel intérêt d'avoir accès à la terre si les femmes continuent d'être battues sur celles-ci, si les plus riches conservent plus de pouvoir que les plus précaires, si l'éducation n'est pas accessible à toutes et tous, si les personnes noires n'ont pas accès à cette terre ?

Le Mouvement des Sans Terre nous a également mis en face de plusieurs manques dans notre classe paysanne française. Notamment celui du manque de formations politiques et d'espaces d'éducation populaire. Pourquoi les espaces populaires, comme ceux proposés par le MRJC<sup>1</sup>, nombreux dans les années 70-80, sont-ils si difficiles à trouver aujourd'hui ? Que sont devenues les Bourses du travail de nos grands-parents et arrière grands-parents ? Nous manquons terriblement d'espaces pour nous rencontrer, discuter, débattre entre pairs, nous organiser, nous former politiquement, mettre en place des actions sur notre territoire pour défendre nos droits, créer des caisses de solidarités, des cantines...

Le MST l'a bien compris, la formation politique est primordiale pour savoir qui nous sommes, pourquoi nous luttons et contre qui, et ainsi pouvoir transformer la société. Car rappelons-le, l'objectif n'est pas seulement de produire, mais bien de transformer la société. On retrouve donc de très nombreux espaces d'éducation populaire et politique au sein du mouvement : que ce soit pour les référent-es de chaque secteur, pour les cadres, les contributrices des cantines, pour l'ensemble de la base. Chaque interstice est prétexte à formation. Sans jamais oublier que le meilleur acte de formation est celui de la lutte en action ; même 10 années de formation politique théorique assis sur une chaise ne sauront la remplacer !

Le Mouvement des Sans Terre nous a également mis face au manque criant d'internationalisme dans notre classe paysanne française. Nos fermes, nos territoires, nos productions sont inscrites dans une logique internationale. Nous ne pouvons pas démanteler seul-es dans nos territoires le système agroalimentaire mondial. C'est en se nourrissant des luttes menées ailleurs, en ancrant nos luttes locales dans une lutte internationaliste que nous pourrons alors espérer démanteler l'agrobusiness. L'internationalisme n'est ni un rêve, ni une théorie à étudier, c'est une stratégie collective de survie. Comme l'affirment *Les Peuples Veulent* dans leur manifeste, il nous faut retrouver un horizon révolutionnaire internationaliste<sup>2</sup>.

Un horizon révolutionnaire oui, car nous aspirons à une transformation sociale radicale où ce ne sont plus les grands propriétaires agricoles qui continuent de s'agrandir en empêchant d'autres de s'installer, où ce ne sont plus les autres politiciens qui décident pour nous, où l'extrême droite n'est plus une menace vitale pour des milliers de personnes...

***La formation politique  
est primordiale pour  
savoir qui nous sommes,  
pourquoi nous luttons  
et contre qui.***

Le Mouvement des Sans Terre nous a également rappelé que la lutte pour cet horizon est joyeuse. À chaque rencontre, une *Mistica* avec des chants entraînants, des poèmes scandés, de la nourriture partagée, des photos. Créer des rites pour marquer les rencontres, les actions, les temps de formation, réenchanter la lutte pour continuer à s'indigner et à rêver.

Nous, paysannes, nous nous questionnons désormais sur comment nous inspirer concrètement de ces rencontres et de ces transmissions reçues pour nourrir et renforcer nos luttes. Quels processus pour que chaque personne, quelque soit sa classe sociale, sa diversité sexuelle et de genre, son origine supposément raciale ou ethnique soit incluse depuis là où elle se situe dans le processus de formation politique et d'émancipation collective ? Comment transposer cette stratégie de massification au sein de nos luttes paysannes et rurales en France ? Comment reprendre la terre et ses moyens de subsistance depuis une perspective populaire et intersectionnelle ?

Dans les *acampamentos* et les *assentamentos*, nous nous sommes reconnues entre camarades, nous nous sommes donné-es de la force et de la joie pour nos luttes. Nous rentrons avec l'envie forte d'œuvrer à la transformation sociale.

Notes:

1. MRJC: Mouvement rural de la jeunesse chrétienne
2. [https://thepeopleswant.org/assets/the\\_peoples\\_want\\_manifesto\\_fr-3512adf21a26f13b0119bbf24a35277860fa594eb4ff156bbf55e1f5ad681551.pdf](https://thepeopleswant.org/assets/the_peoples_want_manifesto_fr-3512adf21a26f13b0119bbf24a35277860fa594eb4ff156bbf55e1f5ad681551.pdf)

## ΓΕΩΡΓΙΚΟ ΚΙΝΗΜΑ

### *Le mouvement agricole vu depuis la Grèce*

***Cet article est issu d'un entretien réalisé avec Thomas Moschos au début de l'année 2025 et illustre que le mouvement agricole que nous connaissons depuis plus d'un an ne se cantonne pas à la France ni même à l'Europe de l'Ouest, et que dans chacun des pays, les problématiques et les revendications se répondent.***

Thomas Moschos est paysan en bio à Mavrochori, un petit village de la région de Kastoria, au nord de la Grèce. Avec son frère jumeau, son père et deux salariés, ils élèvent des brebis et des chèvres, ainsi que quelques vaches à viande, sur 11 ha, transforment leur lait en fromage directement à la ferme et cultivent aussi quelques hectares de céréales en non-labour.

Thomas s'est fait connaître sur la scène européenne à la fin de l'année 2023 en remportant le titre de « Meilleur agriculteur bio de l'année », une récompense décernée par l'Union Européenne, le COPA COGECA (antenne européenne qui regroupe la FNSEA et les gros syndicats d'exploitants européens) et IFOAM (fédération des agriculteurs bio au niveau européen). S'il a connu les dorures des institutions européennes au moment de sa remise de prix, il a aussi été l'une des voix paysannes la plus fortement entendue en Grèce depuis le début du soulèvement agricole qui secoue l'Europe entière depuis plus d'un an maintenant.

Quand on l'a appelé, Thomas avait quelques minutes de retard mais il venait juste de donner naissance à deux agneaux, l'excuse était valable. On est rentré dans le bain directement quand il nous a dit avoir deux procès sur le dos suite à ses actions pendant ce mouvement de colère, et que cela n'était pas sans rapport avec la visibilité qu'il a depuis cette période. En effet, dès janvier 2024 et inspiré par ce qu'il a vu en France sur les réseaux sociaux, il a été le premier en

Grèce à envoyer du lisier sur les bâtiments de l'Etat et est poursuivi pour cela. On lui reproche aussi d'avoir bloqué les douanes à la frontière avec la Macédoine en novembre 2024, lors de la reprise du mouvement en Grèce, pour empêcher les camions de marchandises d'entrer sur le territoire grec. Toutes ces actions, Thomas et son frère les ont menées avec leur organisation: le Syndicat Paysan de Kastoria, qui compte environ 80 membres.

Mais pourquoi les paysans grecs se sont-ils mobilisés? D'abord pour exiger des prix garantis, qui couvrent les coûts de production, une PAC qui soutienne les petits et moyens agriculteurs, un prix du carburant agricole distinct et inférieur au prix public; pour diviser par 2 le prix de l'électricité (nécessaire à l'irrigation, indispensable dans ces régions arides) et multiplier par 2 les retraites agricoles (370€/mois pour une carrière complète), pour accélérer les remboursements de l'assurance publique (qui prennent 1 à 2 ans parfois) et obliger à avoir des agriculteurs dans la structure de gouvernance; et enfin pour permettre aux paysans d'installer des éoliennes et des panneaux solaires sur leur toit et interdire l'agrivoltaïsme et l'éolien pour « des grandes entreprises énergétiques venues d'Allemagne, d'Italie ou des Pays-Bas qui veulent s'accaparer les terres agricoles pour leur profit ». L'arrêt du libre-échange pour les produits agricoles s'est ajouté aux revendications des paysans grecs mobilisés depuis novembre 2024. L'abandon de l'accord de libre-échange UE-Mercosur est notamment au centre du viseur, et la conclusion des négociations pour cet accord le 6 décembre 2024 par la Commission Européenne et Ursula Von der Leyen a alimenté la colère des paysans grecs qui ont

fortement repris les mobilisations ces dernières semaines avec près de 30 blocages en cours partout dans le pays et la possibilité de venir s'installer à Athènes.





Plus de 2000 km et 7 pays séparent Paris et Athènes, et de grandes différences séparent les modèles agricoles grec et français, et pourtant les raisons de la colère agricole et des mobilisations semblent si proches. Les adversaires politiques semblent aussi être les mêmes : l'Etat et les accapareurs de terres, d'aides et du revenu paysan.

En effet, l'agriculture en Grèce est encore majoritairement réalisée sur de petites structures familiales, avec une surface moyenne de 4.8 ha (2010, contre 69 ha en France) et près de 13% de la population active qui travaille en agriculture (2010, contre 2.7% en France), et produit majoritairement des fruits et légumes, des olives et des produits laitiers caprins et ovins. Comme nous le dit Thomas : « le monde agricole grec est peu structuré, il n'y a pas de grande fédération des syndicats au niveau national mais plutôt de petites organisations indépendantes, dans chaque région, comme ici à Kastoria ». C'est d'ailleurs en ça que réside un des blocages qu'ils ont connus pendant les manifestations, « il n'y pas d'organisation qui permet de coordonner les actions au niveau national et c'est ce qu'on cherche à créer suite aux mobilisations ». Il raconte : « beaucoup d'agriculteurs grecs ne comprennent pas notre pouvoir. Ce que je leur ai dit pendant les mobilisations, c'est que la stratégie est simple : il faut leur foutre la pression ! Il faut faire le plus de dégâts économiques possible en bloquant les ports, les aéroports, les douanes, et il faut défier le pouvoir de l'Etat en s'en prenant à ses symboles : d'où l'utilisation du lisier sur les façades des bâtiments officiels ». Le bagout de Thomas et de son frère y sont sans doute pour beaucoup, mais cette stratégie a fait des émules et s'est répandue dans plusieurs régions de Grèce, puisqu'une douzaine de syndicats les ont appelés pour voir comment coordonner leurs actions. Le résultat cette année : « 5 syndicats ont jeté du lisier et 2 ont bloqué des ports », efficace. Ces actions leur ont valu un large soutien populaire : « Les gens nous soutiennent, ils sont venus aux manifestations qu'on a organisées en ville et nous ont accueilli avec des fleurs quand nous sommes entrés dans Athènes, c'était un moment

très fort ». Même les camionneurs bloqués aux douanes approuvent leur mouvement : « Quand les journalistes leur ont demandé « êtes-vous énervés contre les agriculteurs qui vous empêchent d'avancer ? », ils ont répondu qu'ils nous comprenaient et nous soutenaient ».

Cependant, si une organisation paysanne plus large, au niveau national, lui semble indispensable, cette possibilité fait face à de nombreux verrous : « les gros syndicats sont contrôlés par les partis et leur stratégie est la même depuis toujours : aller sur le bord de la route et demander au gouvernement de répondre à leurs demandes. Ça ne marche pas ». Il décrit : « L'an dernier, le Parti Communiste (PC) et les syndicats agricoles affiliés ont organisé une manifestation à Athènes, j'y suis allé et j'ai pris la parole : « Si le gouvernement ne répond pas aux demandes aujourd'hui, on bloque la raffinerie de pétrole et les tankers et c'est 1 million d'euros de pertes par jour de blocage ». Le gars du PC a dit : « S'ils ne répondent pas à nos demandes aujourd'hui, on rentre chez nous ». « Et c'est ce qu'il s'est passé » nous a-t-il dit tristement. Il ajoute : « le PC fait des erreurs, et je n'ai rien contre eux, j'ai été communiste et toute ma famille aussi, mais ils ont une vision dépassée et vivent dans un monde romantique ». Selon lui, ces syndicats ne jouent pas leur rôle de structure d'émancipation des paysans et d'organisation de moyens de pressions efficace, ce qui fait que « les paysans comprennent trop tard leur problème et que le rapport de force reste inégal ». Il imagine « un syndicat fort, qui informe véritablement ses membres. Le syndicat doit aussi être une menace financière. Le gouvernement doit savoir que lorsque les paysans s'énervent, il perdra de l'argent et du pouvoir. Il doit avoir peur des paysans et pas l'inverse ».

C'est sur ces paroles pleines de courage et de détermination qu'on s'est quittés, en espérant que le mouvement continue en Grèce et parvienne à dépasser les écueils qu'il rencontre actuellement. En tout cas la stratégie est claire et le chemin est tracé : Grèce-France même combat !

## « UNE HONTE ! » PAROLES D'AGRICULTEURS EN GALÈRE

*Pour donner suite à notre chronique sur la misère sociale dans le monde agricole, nous publions ici des extraits de témoignages anonymisés de personnes ayant écrit au site « Recours Paysan ». Créé suite à la diffusion du texte de Samuel Chabré « J'ai vu pleurer mon père », ce site internet vise à accompagner et mettre en lien des agriculteurs confrontés à des situations de détresse sociale. Loin de tout misérabilisme, la diffusion de tels témoignages dans Correspondances Paysannes vise à rappeler les véritables problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs de la terre.*

### **Premier témoignage**

« J'ai été agricultrice toute ma vie, depuis mon mariage avec mon mari. Nous avons eu notre lot d'épreuves (trop long à raconter !). À 67 et 71 ans, à cause de notre métier, nous avons un corps usé (prothèses aux genoux et aux hanches), épaules qui auraient besoin de prothèses, dos en compote... La MSA m'a donné l'invalidité en 2007. Mais avec 380 euros par mois, j'ai dû continuer à travailler. J'ai arrêté dès que j'ai pu. Mon époux est dans le même état, il n'a jamais rien demandé. Une honte ! Vu la pénibilité de ce travail, sans jour de repos, sans voyage, maintenant que nous pourrions un peu en profiter, nous avons des soucis de santé qui durent. Nous avons aimé notre métier et lui avons tout donné, même notre santé... »

### **Deuxième témoignage**

« Je vous écris pour trouver du soutien sur la gestion de la situation de mon père. Né en 1962, il a créé son entreprise agricole dans les années 90. Suite à de multiples accidents de travail, il est passé devant le médecin expert de la MSA en octobre 2022. Il est déclaré invalide à 100 %. Il a donc perçu une pension d'invalidité par la MSA à ce titre. Mon père payait en parallèle une assurance pour le protéger en cas d'invalidité auprès de GAN Assurance. Les montants des cotisations n'ont fait que croître pour atteindre les 400 € par mois ! Mon père ne sachant pas utiliser internet, ni s'occuper de ses démarches

administratives, je considère ce contrat comme un vol (abus de faiblesse lors de la signature). Suite à sa demande, il est passé devant un médecin expert de GAN et n'a jamais perçu d'indemnités d'invalidité de la part de l'assureur. Mon père vivait avec 650 € par mois dont 400 € d'assurance à payer ! Aujourd'hui, ayant dépassé les 62 ans, il ne perçoit plus sa pension d'invalidité. Il touche une retraite de la MSA de 243 € par mois pour plus de trente années de cotisations ! »

### **Troisième témoignage**

« Mon mari a fait deux AVC. Il touche 900 € par mois et moi aussi je touche une pension d'invalidité. Je ne peux pas arrêter la ferme. Je touche 600 € de revenus à la ferme. Nous avons ça pour vivre avec un enfant de 16 ans à qui il faut payer ses études ! On ne peut même plus faire de cadeaux à nos petits-enfants. J'en ai marre de cette situation mais je ne peux pas arrêter, il me faut travailler encore 12 ans pour toucher ma retraite... »

—  
Combien de situations similaires, partout dans nos campagnes ? Selon l'INSEE, plus de 22 % des exploitants agricoles vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire en 2022. Alors que l'épidémie de suicide continue de faire rage dans la profession ; personne ne sera surpris si demain, un agriculteur (ou un proche) craque, pète un plomb, prend son fusil et retourne toute cette violence sociale subie contre ceux qui en sont responsables. Récemment aux États-Unis, Luigi Mangione a exécuté le PDG de la principale compagnie d'assurance privée du pays, d'une balle dans la nuque, en pleine rue, à la sortie d'un hôtel de luxe. Dans une lettre expliquant son geste, il écrit : « je m'excuse pour les traumatismes que j'ai pu causer mais il fallait que quelqu'un le fasse. (...) Depuis des décennies, le problème demeure. Ce n'est plus une question de prise de conscience, mais de rapport de force. De toute évidence, je suis le premier à l'affronter avec une si brutale honnêteté. » Et si le prochain Luigi Mangione était un agriculteur au bout du rouleau ? Pour dépasser le désespoir, le désir morbide de suicide ou de vengeance, nous avons besoin de nous retrouver et de nous organiser collectivement. Seule la solidarité et la lutte pourront restaurer la dignité du travail agricole et imposer la justice sociale.

## « REGARDE SES CHAMPS, Y'A QUE DE L'HERBE DEDANS ! »

*Récit de conversion d'un éleveur laitier*

***Ce texte est le récit anonyme d'un agriculteur laitier qui a converti un élevage en conventionnel au bio. Nous avons conscience que ce texte est à contre-courant de la crise du bio actuelle, mais voulions ouvrir le sujet. Nous appelons à recevoir vos témoignages face à cette crise, afin de les publier dans le prochain bulletin, et d'ouvrir un fil de réflexion sur la question au fur et à mesure des numéros.***

« Ici, c'est la ferme familiale de mon bord. Moi, je me suis installé en 89, quand ma mère a pris sa retraite. Et j'ai repris comme c'était, quoi. Et on s'est pas agrandi. Je n'ai pas été chercher des hectares, car on a la chance d'avoir toutes les terres dans la même unité. Il y a 55 hectares de labourables sur la ferme, on s'est contenté de ce qu'il y avait. En même temps, en 89, j'étais peut-être pas la plus grande ferme de la commune, mais presque.

Les productions, c'était du lait et du porc. Avant, j'avais une porcherie industrielle - c'était 400 places d'engraissement à l'époque, un peu moins - qui s'est arrêtée en 2015. Et il y avait une quarantaine de vaches. Moi, j'ai fait 40 vaches en production et puis grosso modo, si on dit qu'il y avait 60 hectares, 20 hectares de maïs, 20 hectares de céréales, 20 hectares d'herbe.

En travaillant avec des groupes, principalement de contrôle laitier, et en faisant plein de visites chez des éleveurs, j'ai fait de plus en plus d'herbe. En 2001, j'ai signé un CTE, l'ancêtre du MAEC. J'ai signé une mesure qui était inspirée du cahier des charges du CEDAPA, c'est-à-dire, un système herbager, avec une proportion de maïs délimitée. Je ne sais plus combien c'était, à peu près 30 % de maïs dans la ration au maximum, je crois. Bref, tu étais obligé de faire de l'herbe. Donc l'assolement a changé. S'il y avait grosso modo trois fois 20, on est passé à 40 hectares d'herbe, 10 de maïs et 10 de céréales. On a doublé la surface en herbe. Tu avais des aides conséquentes pendant cinq ans pour faire ça bien, avec des aides au maintien après.

La grosse étape, c'était en 2009 où on a fait la certification bio. On a été certifié en 2011.

On a mis encore plus d'herbe. En 2015, on a complètement arrêté le maïs, avec la porcherie. On a beaucoup évolué en allant vers des croisements de vaches, un groupement des vèlages au printemps, la fermeture de la salle de traite en hiver... Au final on a augmenté le troupeau. On est passés à 75 vaches, tout en faisant la même production qu'au départ.

La monotraite, ça change la vie. On a commencé en 98, en ne la faisant qu'un seul jour. Il y avait un concert que je ne voulais absolument pas rater. C'est une anecdote, mais c'était le déclencheur. Ensuite, une fois par semaine, le dimanche, on ne faisait plus de traite le soir. Parce qu'on se rendait compte que ça marchait, et qu'il n'y avait pas moins de lait. Suffisait de traire plus tard le matin. Et les vaches compensaient à peu près. En plus, le lait est plus concentré. Et donc on a fait longtemps comme ça, tous les dimanches.

Un jour, on a voulu partir en vacances, pour la première fois depuis un bail. C'était au printemps. Je faisais partie d'un groupement d'employeurs, on avait un salarié, qu'on avait réservé une semaine. Les collègues qui étaient avec moi dans le groupement, c'étaient des intensifs en conventionnel, ils avaient tous du maïs. À cette période de l'année, t'es en train d'étaler ton lisier, ton fumier, labourer, toutes ces conneries. Il y a du boulot jusque là. C'était embêtant pour eux que je parte en vacances et que le mec n'ait qu'une traite à faire chez nous. Donc j'avais proposé qu'il aille travailler chez eux l'après-midi. On avait commencé une semaine avant de partir, je crois. Et puis, on a fait ça pendant un mois, et il n'y a pas eu de souci. Ça s'est bien passé. Sauf pour le salarié quand on n'était pas là, parce que les autres le faisaient bosser autant que s'il ne foutait rien chez moi le matin !

Après, tous les ans, on a fait une période de plus en plus longue. Et puis quand on a fait le point avec le contrôleur laitier, on a fait une projection. On avait plus d'animaux, et on allait faire autant de lait que d'habitude. Allez, hop, plus de traite le soir. On a gagné trois heures tous les jours. C'est complètement dingue. Mais pour faire ça, il y a des conditions qui s'imposent. C'est-à-dire que si tu fais de la monotraite, tu produis 25 à 30 % de lait en moins. Même s'il est un peu plus riche, un peu mieux payé, il faut quand même que tu le valorises bien. Ça impose presque de passer



en bio. Et puis surtout, ça impose que tu aies des coûts au ras les pâquerettes. Il faut pas que tu aies trop de matériel à payer. Pas d'investissements. Donc pour un jeune qui s'installe, c'est pas évident, parce qu'au début, il y a les frais de reprise. Il y en a qui y arrivent, mais tout dépend de combien tu achètes ta ferme. Sinon, il n'y a que des avantages avec cette monnaie là, parce qu'on parle souvent des conditions de travail de l'éleveur, et là, il y a moins de travail. Enfin on a quand même du boulot hein, mais on n'a pas à regarder la montre, on a des vaches croisées qui sont adaptées au pâturage et qui ont moins de problèmes sanitaires, qui sont habituées à marcher. Qui sont peut être plus en forme aussi. Notre doyenne a 13 ans, et je crois qu'il y a plus de 10 vaches qui ont 10 ans révolus cette année.

On a reçu des dizaines et des dizaines de groupes ici, qui viennent voir comment on bosse depuis 20 ans. Moi je trouve que c'est intéressant, parce qu'on échange avec plein de gens, même des étrangers... Par contre, jamais avec mes voisins, qui sont jamais venus voir comment on bosse ici !

Tous des conventionnels pur jus qui te prennent pour un fou. Pour eux on travaille pas. « Regarde ses champs, y a que de l'herbe dedans ! Et puis t'as vu ses vaches ? Regarde la tronche, elles sont hautes comme la table. Il y en a de toutes les couleurs, ça n'a pas d'allure ». Mais moi, quand je vais voir leurs vaches là, j'ai l'impression que c'est des girafes. Faut les comprendre, on passe pour l'éleveur de pie noire. Avant, j'avais ce regard là sur les éleveurs de pie noire. Les gars pensent qu'on fait de la sauvegarde, pas de l'élevage. Parce qu'eux là maintenant, ils font neuf mille litres par vaches. Nous, on est même pas à 3 000. Sauf qu'ils ont un investissement énorme qui au final leur revient plus cher, et c'est ça le problème. Ils font beaucoup, beaucoup de litrages, mais la marge, elle est fine. Tandis qu'on a des grosses marges, mais sur un volume réduit. Du coup on produit moins, mais on se dégage un revenu satisfaisant, et surtout, on est beaucoup plus résilients.

# GUERRE AUX CUMULARDS PENDANT LES ANNÉES ROCK'N'ROLL

*Ameteau, on vient te chercher chez toi!*

*Ce récit est tiré de l'excellent livre «**Ecce Paganus. Auguste Dubourg militant paysan, migrant breton en Poitou dans l'après 68**» écrit par Sylvain Bachelier. Nous sommes dans les années 60-70, au tout début du processus de concentration des terres et d'élimination de la paysannerie planifiée par l'Europe (plan Mansholt) et la France (rapport Vedel). À l'époque, les vieux transistors crachent des accords de guitare électrique et le syndicalisme agricole n'a pas froid aux yeux! Au programme: action directe, baston et lutte des classes.*

**En 1966**, Robert Ameteau, le plus gros marchand de bestiaux des Deux-Sèvres, s'accapare illégalement la ferme de l'Epinois. 96 ha d'un coup! La surface moyenne est alors de quinze hectares. Ameteau n'a pas jugé bon de soumettre une demande d'autorisation préalable comme l'exige la loi Pisani de 1962.

Le maquignon cumularde était un vrai petit baron local!  
«Sur la place du marché, il régnait sur les paysans endimanchés. Il les dominait socialement en les payant, le coude appuyé sur une liasse de billets épaisse de dix à vingt centimètres. (...) Les jours de foire, il tenait à la main le traditionnel aiguillon, bâton des maquignons terminé par une pointe de fer destinée à piquer les bœufs récalcitrants. Il plongeait la pointe dans la bouse et agitait l'aiguillon sous le nez du paysan, mouchetant le costume dominical de merde bovine. Personne ne réagissait.»

Après des années de recours juridiques et de protestations polies, Ameteau restait indéboulonnable! «Il y avait longtemps que les paysans qui auraient dû bénéficier de leur installation à l'Epinois étaient partis travailler

en usine.» Face à cet accaparement, la riposte s'organise. Une réunion rassemble des paysans venus de Vienne, de Poitou-Charentes, de Vendée et du Maine-et-Loire. «On était une centaine. Une bonne majorité était pour l'intervention directe chez Ameteau. Était laissé à l'équipe du secteur bressuirais-bocage d'organiser ça. L'objectif était d'aller dans la ferme et de mélanger les moutons de tous les marchands de bêtes qui avaient des terres sur Bressuire.»

## DEUX-SÈVRES

Ameteau toujours en place



**Jeudi 4 mars 1971**, plus de 300 paysans affluent à l'Epinois, mais Ameteau les attend de pied ferme, fusil en joue. «Nous marchions dans la prairie et on nous tirait dessus au fusil et à la carabine. C'était au milieu de la matinée. Il soufflait un vent glacial.» Mais les organisateurs avaient bien prévu le coup. Un petit groupe de dix paysans, mené par un certain Desnoves, prend le cumularde à revers. Ameteau «s'était caché derrière un arbre qui bordait la mare, sa 22 Long Rifle à lunette à la main. Desnoves, plus petit mais plus jeune et tout en muscles et en nerfs, a bondi sur lui. Ameteau l'a frappé à la tête avec la crosse de sa carabine.

Le poing de Desnoves le fit vaciller et ses 120 kilos se sont étalés dans la mare. (...) Dans le champs, les manifestants avançaient d'autant plus que les coups de feu avaient cessé.» Ils s'amassent dans la cour de la ferme. «Trempe de la tête aux pieds, Ameteau grelotait. (...) Le regard vide, entouré d'une foule paysanne que d'ordinaire il dominait, il avait perdu toute sa superbe. Quelqu'un lui a mis dans les mains la pancarte peinte d'une tête de mort qui ornait l'accès à l'exploitation - "défense d'entrer à toute personne étrangère au service" - et le prit en photo. Il avait sa boîte de cigares. Il en offrit. On lui présenta un engagement à quitter la ferme avant le 23 avril (...) Ameteau dit accepter à condition de l'accord du propriétaire (...) Les manifestants parlèrent d'aller [le] chercher.»

Mais soudain Ameteau tomba dans les pommes,

saisi d'un intense malaise. Les dirigeants syndicaux paniquent : « Il bavait. Il dégueulait. On était pas fiers. » Mais « l'opinion générale n'était pas à l'inquiétude pour le maquignon alité. Après s'être fait tiré dessus, le gibier n'a guère d'empathie pour le chasseur. » Une ambulance vint chercher Ameteau. La base était contre l'évacuation tant que l'accord n'était pas signé. Le préfet proposa un rendez-vous aux représentants syndicaux. « Beaucoup de manifestants se regroupant autour des syndicalistes endimanchés pour contester leur visite au sous-préfet, il y eut moins de monde autour d'Ameteau et c'est alors que celui-ci put partir. » Après avoir mélangé tous les moutons des marchands de bestiaux et trinqué au vin rouge, la foule se dispersa. Au final, Ameteau avait réussi à ne pas s'engager à quitter la ferme. Il faudra donc revenir.

1<sup>er</sup> mai 1971. « Le CDJA des Deux-Sèvres choisit de mener une action forte mais prudente. Il ne fallait pas affronter une seconde fois les fusils d'Ameteau. Pour le côté force, il était prévu de labourer des champs (...) Le côté prudence porta sur le choix des parcelles à ravager. » Une bonne vingtaine de tracteurs étaient là. « La FDSEA avait passé la consigne de recouvrir de boue les plaques d'immatriculation et d'enfiler un passe-montagne. » La suite, c'est encore Sylvain Bachelier qui la raconte. « J'étais venu avec Auguste. On arriva au lieu et à l'heure convenue : dix heures et demi au champ d'orge. On était parmi les premiers arrivés. Notre étonnement fut grand car on ne voyait pas les bâtiments de la ferme. (...) Tous ceux qui arrivaient s'en étonnaient comme nous. (...) Le mécontentement était grand chez les manifestants, qui étaient venus de loin pour s'attaquer à l'Epinois. La discussion portait sur ce sujet quand on entendit le vrombissement d'un moteur. Un hélicoptère était tout proche ! C'était une Alouette, un modèle léger alors en vogue. Deux flics étaient à bord. Excités, ils s'amusaient à nous narguer, le pilote volant étonnamment bas, et l'autre, penché au bord de l'hélico, nous mitraillait de son appareil photo (...) Au dessous, dans le champ, des paysans ramassèrent quelques pierres et les lancèrent vers le ciel. Les pierres voltigeaient, lancées à la verticale (...) Tout d'un coup, l'hélicoptère vacilla. Une pierre avait touché une pale ! Une clameur de joie s'éleva vers le ciel. Captivés par leur provocation, les deux acrobates avaient sous-estimés la force des paysans.



Ils s'éloignèrent dans leur engin devenu instable et se posèrent plus loin, caché par les haies. On ne le revit plus ».

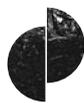
Jean-Paul Cruze, jeune révolutionnaire, venu avec un groupe de paysans et d'ouvriers de Loire Atlantique, livre de cet épisode un récit exalté dans son ouvrage « Rebelles, les maos de la Gauche Prolétarienne ». De cette journée il écrit : « C'est le Vietnam... Apocalypse Now ! » Et de poursuivre, emporté par sa fougue : « Le FNL s'était montré capable d'abattre les hélicos yankees, des machines de guerres impressionnantes mais fragiles, avec de simples fusils de chasse ou même à l'arc, au lance pierre... Les Deux-Sèvres s'en inspirent. À deux pas de la charmante "Venise Verte" du tranquille marais poitevin, une brève intifada des pierres, touche l'hélicoptère et l'abat : il doit se poser en catastrophe. Plusieurs millions de dégâts. »

Les manifestants bouillonnent. L'hélico cassé, au fond, ils s'en foutent. Ce qu'ils veulent, c'est retourner à la ferme d'Ameteau ! Deux lignes s'affrontent, incarnées par le CDJA des Deux-Sèvres et celui de la Vienne. « Les Deux-sèvres ne parlaient que de négociation et la Vienne ne parlait que de combat ». Le débat est rude. Gilbert Cron explique : « il faut dire que c'est plus beaucoup plus facile d'être dur quand on est plus loin. » Il poursuit « Je peux dire que j'ai été mis en minorité ! Ce qui était prévu c'est « on saccage et on s'en va, mais on n'affronte pas les CRS. » Mais là, on a été débordé par la base et les gars et les tracteurs sont partis pour faire front au CRS. » La foule de 500 personnes s'avance. Dans la cour de la ferme, 300 gardes mobiles les attendent... Un choc se profile.

**La suite, dans le numéro 2  
de Correspondances Paysannes !**

## **Erratum**

Une erreur par omission s'est glissée dans le numéro 0 de Correspondances paysannes. Le contributeur qui nous a relaté l'action du 21 février 2024 à Laval contre Lactalis a omis de préciser que cette action était organisée par la Confédération Paysanne. Ce qui était une évidence pour lui ne l'était peut-être pas pour nos lecteur.ices. C'est pourquoi nous le rappelons ici.



**CORRESPONDANCES  
PAYSANNES**

—

**BULLETIN N°1  
AVRIL 2025**